

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG126/M/2

8 avril 2004

(04-1619)

Comité des accords commerciaux régionaux
Trente-sixième session

Original: anglais

EXAMEN DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LES ÉTATS MEMBRES DE L'AELE ET LE MEXIQUE

Note sur la réunion du 29 mars 2004

Président: M. V. Notis (Grèce)

1. La réunion a été convoquée par l'aérogramme WTO/AIR/2276/Rev.1.
2. Au titre du point C.V de l'ordre du jour de sa trente-sixième session, le Comité des accords commerciaux régionaux (ci-après le Comité) a procédé au deuxième examen de l'Accord de libre-échange entre les États membres de l'AELE et le Mexique.
3. Les sujets suivants ont été traités:
 - A. Section II – Dispositions en matière de commerce
 - B. Section III – Dispositions générales de l'Accord
 - C. Section IV – Autres
4. Le Président a noté qu'il s'agissait du deuxième examen des aspects liés aux marchandises de l'Accord. Il a rappelé aux délégations que l'examen des aspects liés aux services avait été suspendu du fait de l'absence d'engagements spécifiques. Le compte rendu intégral du premier examen, qui avait eu lieu en avril 2003, figurait dans le document WT/REG126/M/1. Depuis lors, les Parties avaient communiqué leurs réponses aux questions posées par les délégations, qui avaient été distribuées sous la cote WT/REG126/5.
 - A. DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE COMMERCE
5. Au sujet de la libéralisation des produits agricoles, la représentante de l'Australie a noté que, d'après les réponses communiquées par les Parties dans le document WT/REG126/5, les accords agricoles bilatéraux négociés entre les États membres de l'AELE concernés et le Mexique prévoyaient l'admission en franchise de droits ou un traitement préférentiel pour ces produits; en même temps, les renseignements sur les lignes tarifaires visées montraient que, pour un certain nombre de lignes concernant des produits agricoles, il n'y avait pas de concessions. L'intervenante a demandé aux Parties d'expliquer le lien entre ces deux éléments d'information. Le représentant des États-Unis a souscrit à ces observations et a ajouté qu'il serait utile de connaître la proportion exacte des produits agricoles qui ne faisaient pas l'objet de concessions.
6. Le représentant du Mexique a dit que, comme il était indiqué dans les réponses, les contingents tarifaires pour les produits agricoles représentaient une part relativement faible du commerce des produits agricoles et ne concernaient qu'un accord agricole bilatéral. Néanmoins, il pourrait donner une réponse plus précise par écrit. Le représentant de la Suisse, s'exprimant au nom des États membres de l'AELE, a fait observer que les produits non visés par des concessions

. / .

représentaient environ 21 pour cent du commerce de produits agricoles alors que la part de ceux qui bénéficiaient de taux de droits nuls ou réduits était de l'ordre de 78,4 pour cent. Il a également signalé l'existence d'une clause évolutive dans les accords agricoles bilatéraux qui prévoyait leur réexamen dans un délai de deux à trois ans afin de libéraliser davantage le commerce des produits agricoles entre les Parties.

B. DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD

7. Le représentant des États-Unis, évoquant ce qui avait été dit précédemment par le représentant de la Suisse au sujet de la libéralisation des produits agricoles, a noté qu'il y avait presque trois ans que l'Accord était entré en vigueur et il se demandait s'il était formellement prévu de réexaminer les dispositions de l'Accord relatives aux produits agricoles. Le représentant de la Suisse a précisé que l'Accord de libre-échange ne prévoyait pas d'examen de ce type; c'était dans le cadre des dispositions institutionnelles des accords agricoles bilatéraux qu'il y avait une clause évolutive concernant de possibles réexamens dans le domaine agricole. Au cas où un réexamen dans le domaine agricole aurait lieu, il se situerait à un niveau bilatéral, et non avec l'ensemble des pays membres de l'AELE.

C. AUTRES

8. Le représentant du Chili a demandé aux Parties d'indiquer où en étaient les travaux sur la liste d'engagements concernant les services. Le représentant du Mexique a dit qu'une réunion bilatérale sur les services au niveau des experts était prévue pour la semaine en cours et qu'une réunion du Comité mixte s'était tenue au début de l'année.

9. Le Président a noté que le deuxième examen de l'Accord avait permis au Comité de clarifier un certain nombre de questions. Néanmoins, certaines restaient en suspens. Le Président a demandé aux délégations de transmettre toutes demandes additionnelles par écrit au Secrétariat pour le 16 avril, et aux Parties de communiquer leurs réponses par écrit pour le 28 mai. Il a proposé que l'examen factuel soit considéré comme achevé. Lorsque les réponses auraient été distribuées, toute demande de renseignements additionnels pourrait être traitée par écrit sans que l'on procède à un nouvel examen. Le Secrétariat pourrait alors entreprendre la rédaction du rapport sur cet examen.

10. Le Comité a pris note des observations.
